
USA

ÉLECTIONS

en bref





Les électeurs américains qui se rendent aux urnes se retrouvent souvent face à de nombreux choix.

INTRODUCTION

Des élections libres et honnêtes constituent la clef de voûte de toute démocratie. Elles sont essentielles à une passation pacifique des pouvoirs.

Quand les électeurs élisent leurs représentants, ils élisent les dirigeants qui façonneront l'avenir de la société. C'est pourquoi les élections confèrent des pouvoirs aux citoyens : elles leur permettent d'influer sur les futures politiques de leur gouvernement et, donc, sur leur avenir.

Les Etats-Unis sont une démocratie représentative depuis la ratification de la Constitution américaine en 1788 – même si la tradition électorale remonte à l'époque coloniale et trouve sa source dans l'histoire britannique. Cette brochure aborde la nature du processus électoral moderne aux Etats-Unis, ainsi que son fonctionnement à l'échelon de la nation, des Etats et des collectivités locales. Ce processus complexe a évolué pour assurer le suffrage universel à tous les citoyens américains âgés d'au moins dix-huit ans.



Le candidat du Parti démocrate à l'élection présidentielle, Barack Obama (à gauche) et son colistier Joe Biden saluent les délégués à la convention nationale du parti en 2008 à Denver (Colorado).

LES ÉLECTIONS AUX ÉTATS-UNIS

Des élections ont lieu les années paires pour le Congrès et certains postes du gouvernement fédéral et des collectivités locales. Mais d'autres Etats et instances locales organisent des élections les années impaires.

Ainsi, tous les quatre ans, les Américains élisent un président et un vice-président. Tous les deux ans, ils élisent la totalité des 435 membres de la Chambre des représentants et environ le tiers des 100 membres du Sénat des Etats-Unis. Les sénateurs siègent chacun pendant un mandat de six ans.

Les Etats-Unis reposent sur un système de gouvernement fédéral complexe, où le gouvernement national est central, mais où les gouvernements des Etats et des collectivités locales exercent aussi une autorité sur certaines questions. Les pouvoirs publics locaux sont plus ou moins indépendants en ce qui concerne la préparation des élections dans leurs circonscriptions; ils tiennent toutefois des élections fréquentes et bien organisées.

LES DIFFÉRENTS SCRUTINS

Il y a deux sortes d'élections : les élections primaires et les élections nationales. Les primaires sont organisées avant une élection nationale pour désigner les candidats des partis à l'élection nationale. Les candidats vainqueurs aux primaires représenteront leur parti à l'élection nationale (bien qu'il y ait encore quelques étapes avant que leur parti ne les y autorise).

Les élections primaires constituent depuis le début du xx^e siècle le principal mode de sélection des candidats des partis. A de rares exceptions près, une victoire à l'issue de primaires débouche sur la désignation du candidat d'un

Des démocrates manifestent leur soutien à Hillary Clinton lors du caucus de février 2008 à South Portland (Maine).



parti à l'élection nationale. Dans quelques Etats, les candidats des partis sont choisis lors de conventions locales ou des Etats, plutôt que lors de primaires, soit par tradition soit par choix des partis politiques.

Après les primaires ou les conventions a lieu l'élection nationale afin de déterminer qui entrera en fonctions. Lors de ce scrutin, les électeurs font leur choix définitif parmi les candidats des partis dont les noms figurent sur le bulletin de vote. Ce bulletin peut également inclure des candidats indépendants (affiliés à aucun grand parti politique) qui se présentent en soumettant une pétition comportant un certain nombre de signatures, plutôt que par le biais d'une primaire traditionnelle. En outre, dans certains Etats, le bulletin de vote peut inclure un emplacement pour « inscrire » les noms de candidats qui n'ont été ni désignés par leur parti ni habilités par une pétition. De tels candidats « auto-désignés » remportent de temps à autre une élection à une charge publique.

Aux Etats-Unis, les élections ne se limitent pas toujours au simple choix de candidats à une charge électorale. Dans certains Etats et régions, des questions d'intérêt public peuvent également figurer sur le bulletin de vote. Les mesures soumises aux électeurs par l'assemblée législative d'un Etat ou par une commission ou un conseil



Le maire par intérim de San Francisco, Ed Lee, célèbre son élection en novembre 2011 à un mandat complet.

local – référendums – et celles figurant sur les bulletins de vote à la suite d’une pétition de citoyens – initiatives – concernent en général des questions d’engagement de dépenses (l’approbation de crédits pour des projets publics) et autres mandats confiés au gouvernement. Au cours des dernières décennies, ces mesures ont eu des conséquences importantes, notamment sur les politiques et les budgets des Etats.

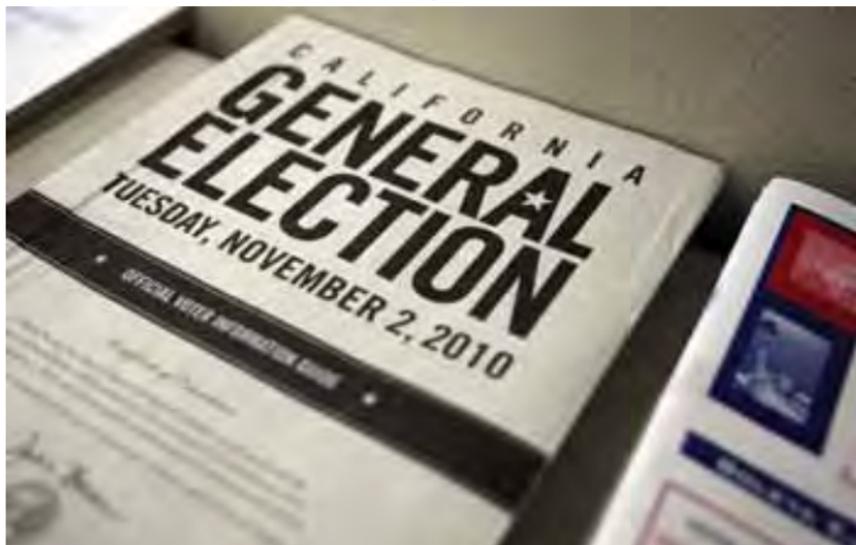
Outre les élections à l’échelon fédéral, des Etats et des collectivités locales, tenues les années paires, de nombreux

Etats et instances locales organisent des élections les années impaires. Nombre d'instances prévoient aussi des élections spéciales qui peuvent se dérouler à tout moment pour répondre à un besoin spécifique, telle la vacance imprévue d'une charge électorale.

LES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES

Tous les quatre ans, l'élection présidentielle américaine a lieu le mardi suivant le premier lundi de novembre. Avant cette élection nationale, les Etats organisent des élections

Un guide à l'intention des électeurs fournit des instructions pour le scrutin de novembre 2010 dans une circonscription de la Californie.



primaires ou des caucus pour choisir les délégués à la convention nationale où seront investis les candidats des partis. En général, les primaires et les caucus ont lieu entre janvier et juin, suivis par les conventions nationales qui se déroulent durant l'été précédant le scrutin.

Depuis les années 1970, les candidats à la présidence qui recevront l'investiture des deux grands partis sont connus avant les conventions, parce qu'ils accumulent une

La candidate républicaine à la vice-présidence Sarah Palin, à gauche, et sa fille Piper sont rejointes par le candidat à la présidence John McCain lors de la convention nationale républicaine de 2008 à Saint Paul (Minnesota).





Le président Obama salue ses partisans à Miami en juin 2011 après avoir lancé sa campagne de réélection pour 2012.

majorité de délégués avant la fin de la période des primaires et des caucus. En conséquence, les conventions sont devenues en grande partie des cérémonies. Les temps forts des conventions comprennent le discours-programme par un ou plusieurs dirigeants du parti, l'annonce du candidat à la vice-présidence, l'appel des votes des délégués par les délégations des Etats et la ratification du programme électoral (ou plate-forme) du parti qui définit ses positions. Evénement politique télévisé marquant le début de la

campagne électorale nationale, les conventions sont l'occasion de promouvoir le candidat investi par chaque parti et de définir les différences avec l'opposition.

Le pourcentage de citoyens en âge de voter qui se rendent aux urnes varie d'une élection à l'autre, mais en règle générale le taux de participation – même lors des élections présidentielles – est plus bas que dans la plupart des autres démocraties. Ainsi, depuis 1960, ce taux a décliné, passant de 64 % (1960) à un peu plus de 50 % (1996), bien qu'il ait à nouveau augmenté au cours des trois dernières élections. Plusieurs raisons peuvent expliquer ce score relativement bas. A la différence des électeurs d'autres régimes démocratiques, les Américains doivent s'inscrire eux-mêmes pour être en droit de voter, processus variant quelque peu d'un Etat à l'autre. Une autre explication est que le vote est volontaire et non pas obligatoire comme dans d'autres pays. En raison du nombre élevé d'élections nécessaires pour pourvoir plus d'un million de charges électives environ dans tout le pays, il est également possible que la lassitude des électeurs contribue à la faible participation.

Les statistiques montrent que le taux de participation peut baisser lorsque le public est satisfait de la situation politique ou lorsque les sondages indiquent la victoire



Raul Labrador, candidat aux élections législatives, attend les résultats du scrutin de novembre 2011 au siège local du Parti républicain à Boise (Idaho).

inévitables d'un candidat. Inversement, ce taux peut s'élever lorsque la course entre les candidats est très serrée ou lorsque des questions controversées sont soumises au vote.

LES CONDITIONS D'ÉLIGIBILITÉ

Pour chacune des charges électorales fédérales, il existe différentes conditions requises, énoncées dans les articles I et II de la Constitution des États-Unis. Un candidat à la présidence, par exemple, doit être citoyen américain de naissance, être âgé d'au moins 35 ans et résider aux États-Unis depuis au moins quatorze ans. Un vice-président doit satisfaire aux mêmes conditions. Conformément au Douzième Amendement de la Constitution, le vice-président ne peut être du même État que le président.

Les candidats à la Chambre des représentants doivent être âgés d'au moins 25 ans, être citoyens américains depuis sept ans et résider dans l'État qu'ils souhaitent représenter. Les candidats au Sénat des États-Unis doivent être âgés d'au moins 30 ans, être citoyens américains depuis neuf ans et résider dans l'État qu'ils souhaitent représenter. Les candidats à des fonctions relevant des États ou des collectivités locales doivent remplir les conditions exigées par ces instances.

Le Vingt-Deuxième Amendement à la Constitution,

ratifié en 1951, interdit d'être élu à la présidence plus de deux fois. En revanche, la Constitution n'impose aucune limitation de mandat aux représentants et aux sénateurs du Congrès, même si au fil des années divers groupes politiques ont fait pression en ce sens. Quant aux éventuelles limitations de mandat concernant les élus des Etats et des collectivités locales, elles sont énoncées dans les constitutions des Etats et les arrêtés locaux.

Agé de 30 ans, le républicain Aaron Schock, élu de l'Illinois à la Chambre des représentants, est le benjamin du Congrès des Etats-Unis.





Le nouveau président de la Chambre des représentants, le républicain John Boehner, accepte le marteau que lui remet la présidente sortante, la démocrate Nancy Pelosi, en janvier 2011.

LE RÔLE DES PARTIS POLITIQUES

Lorsque les fondateurs de la république des Etats-Unis rédigeaient puis ratifièrent la Constitution, ils n'assignèrent aucun rôle précis aux partis politiques. En fait, ils cherchèrent par le truchement de diverses dispositions constitutionnelles – telles que la séparation des pouvoirs entre l'exécutif, le législatif et le judiciaire ; le fédéralisme ; et l'élection du président par un collège de grands électeurs (voir ci-après) – à isoler la nouvelle république des partis et des factions.

Malgré les intentions des fondateurs, les Etats-Unis furent en 1800 le premier pays à constituer des partis de dimension nationale pour transférer le pouvoir exécutif d'une formation politique à une autre par des élections. Le développement des partis politiques fut étroitement lié à l'extension du droit de vote. A l'aube de la république, seuls les propriétaires de sexe masculin pouvaient voter, mais cette restriction commença à s'éroder au début du XIX^e siècle à la suite de l'immigration, du développement urbain et d'autres forces de démocratisation, telles que



Les candidats à la présidence lors d'un débat télévisé en octobre 2008 : à gauche, le démocrate Barack Obama ; à droite, le républicain John McCain.

l'expansion du pays vers l'ouest. Au fil des décennies, le droit de vote concerna une part sans cesse croissante de la population adulte à mesure que les restrictions fondées sur la propriété, la race et le sexe étaient supprimées. Avec l'élargissement de l'électorat, les partis évoluèrent pour mobiliser la masse grandissante des électeurs, levier de contrôle politique. Les partis s'organisèrent pour accomplir cette tâche essentielle. Nés dans le cadre de l'évolution démocratique du pays, dès les années 1830, ils étaient bien établis et puissants.



Aujourd’hui, le Parti républicain et le Parti démocrate – tous deux héritiers de leurs prédécesseurs du XVIII^e et du XIX^e siècle – dominent le processus politique. A de rares exceptions près, les deux grands partis ont la mainmise sur la présidence, le Congrès, les postes de gouverneurs et les assemblées législatives des Etats. Ainsi, tous les présidents qui se sont succédé depuis 1852 ont été soit républicains soit démocrates et, dans la période qui a suivi la Seconde Guerre mondiale, la part du suffrage populaire obtenue par les deux grands partis aux présidentielles a atteint en moyenne près de 95 %. Il est rare que l’un des cinquante Etats élise un gouverneur qui ne soit pas démo-

crate ou républicain. Le nombre de membres du Congrès ou d'assemblées législatives des Etats qui sont indépendants ou affiliés à un tiers parti est extrêmement faible.

Depuis quelques décennies, un nombre croissant d'électeurs se qualifient eux-mêmes d'«indépendants», et ils sont autorisés à s'inscrire pour voter en tant que tels dans de nombreux Etats. Pourtant, selon les sondages, même ceux qui se disent indépendants penchent généralement pour l'un des partis.

On peut trouver une exception à cette règle générale à l'échelon local, notamment dans les petites villes, où les candidats ne sont pas obligés de déclarer leur affiliation à un parti politique ou peuvent se présenter sur une liste provisoire de candidats de même sensibilité sous la bannière d'une initiative locale particulière – telle que la rénovation du centre-ville ou la construction d'une école.

Même si les deux principaux partis organisent et dominent le gouvernement à l'échelon de la nation, des Etats et des collectivités locales, ils sont généralement moins attachés à une idéologie et à une ligne politique rigoureuse que leurs homologues dans nombre d'autres démocraties. La capacité des grands partis de s'adapter à l'évolution politique de la nation a entraîné une domination pragmatique du processus politique.



Les membres de la Chambre des représentants prêtent serment à l'ouverture du 112^e Congrès des États-Unis, le 3 janvier 2011.

POURQUOI UN SYSTÈME BIPARTITE ?

Comme on l'a vu, républicains et démocrates dominent la vie électorale depuis les années 1860. Ce record sans précédent de la mainmise constante de deux partis est dû autant aux aspects structurels du système politique qu'aux particularités des partis américains.

La règle habituelle pour les élections législatives, à l'échelon fédéral comme au niveau des États, est le scru-

tin uninominal à un tour : le candidat qui obtient la majorité relative (c'est-à-dire le plus grand nombre de voix dans la circonscription) remporte l'élection. Bien que dans quelques Etats la majorité absolue soit requise, la plupart des postulants peuvent être élus à la majorité simple.

Contrairement au scrutin proportionnel qui a la faveur de nombreuses démocraties, le scrutin uninominal à un tour permet à un seul parti de l'emporter dans une circonscription donnée. Ce système encourage ainsi l'instauration de grands partis nationaux bénéficiant d'une popularité, de ressources financières et d'une capacité de direction suffisantes pour obtenir une majorité relative dans les circonscriptions électorales de tout le pays. En revanche, ce système désavantage les candidats de tiers partis. En effet, les formations bénéficiant d'un soutien populaire et de ressources financières modestes ne recueillent en général aucune représentation. Il est donc difficile pour les nouveaux partis d'atteindre un degré viable de représentation proportionnelle et d'obtenir une influence nationale en raison du scrutin uninominal à un tour dans le système électoral américain.

Pourquoi deux au lieu de, disons, trois partis nationaux bien financés ? D'une part, parce que l'on considère que deux partis offrent un choix suffisant aux électeurs, d'autre

part parce que d'un point de vue historique les Américains n'aiment pas les extrêmes politiques, et enfin parce que les deux partis sont ouverts aux idées nouvelles.

LE COLLÈGE DES GRANDS ÉLECTEURS

Le système de collège des grands électeurs pour choisir le président favorise le bipartisme. Selon ce système, les Américains ne votent pas directement pour les candidats à la présidence et à la vice-présidence mais, dans chaque Etat, pour un groupe de « grands électeurs » qui se sont engagés pour l'un ou l'autre des candidats. Le nombre de ces électeurs correspond au nombre d'élus d'un Etat au Congrès, c'est-à-dire au nombre de représentants et de sénateurs dont dispose cet Etat. Pour accéder à la Maison-Blanche, un candidat doit obtenir la majorité absolue des 538 voix de grands électeurs des cinquante Etats. Ce nombre inclut trois voix de grands électeurs de la capitale, Washington (le district de Columbia, qui n'est pas un Etat et qui n'a pas de représentation au Congrès).

Cette condition de la majorité absolue fait qu'il est très difficile pour un candidat de tiers parti de remporter la présidence, d'autant que la règle du « tout ou rien » s'applique à l'élection des grands électeurs de chaque Etat (avec deux exceptions). Autrement dit, dès qu'un candidat

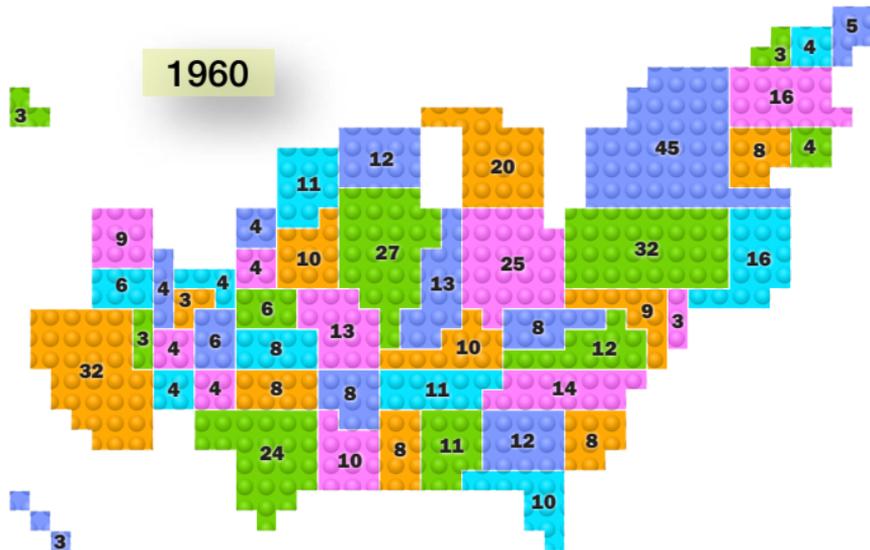
Les grands électeurs, un équilibre changeant

Après chaque recensement décennal, les voix du collège des grands électeurs pour le président et le vice-président sont redistribuées parmi les Etats sur la base de leur population. Comme l'indiquent les cartes ci-contre, entre 1960 et 2012, le poids des grands électeurs est passé des régions à croissance relativement faible dans le Nord-Est, le Centre et le Sud profond du pays, à celles à croissance plus rapide dans l'Ouest, le Sud-Ouest et les Etats méridionaux de la côte atlantique. Par ailleurs, la capitale fédérale, Washington (district de Columbia), dispose désormais de trois voix de grands électeurs depuis les élections de 1964. En 2012, le vainqueur devra remporter 270 des 538 voix des grands électeurs.

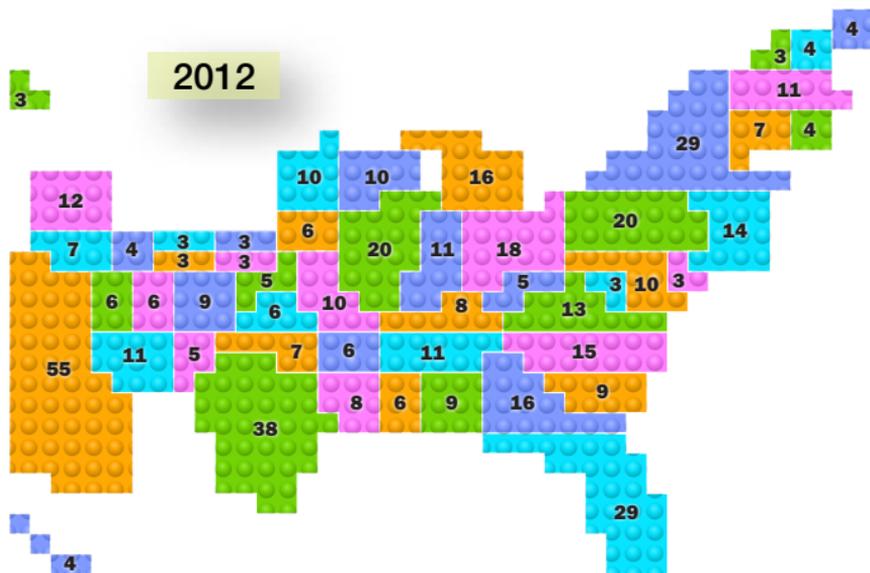
Carte traditionnelle



1960



2012





Un mois après l'élection nationale, en décembre 2008, les treize grands électeurs de Virginie engagés en faveur du candidat démocrate à la présidence, Barack Obama, votent pour lui à Richmond, la capitale de l'Etat.

obtient la majorité relative, aussi faible soit-elle, dans un Etat donné, il bénéficie de la totalité des voix des grands électeurs de cet Etat. Dans le Maine et le Nebraska, le vainqueur du suffrage populaire à l'échelon de l'Etat remporte deux voix de grands électeurs et le vainqueur dans chaque circonscription électorale en remporte une. Tout comme le scrutin uninominal, le système défavorise les tiers partis, qui ont peu de chances de remporter les suffrages des grands électeurs d'un Etat et encore moins un nombre suffisant d'Etats pour élire un président.

Les fondateurs de la nation conçurent le système des grands électeurs dans le cadre de leur plan visant à partager le pouvoir entre le gouvernement national et les Etats. Selon ce système, le vote populaire à l'échelon national pour le président n'a pas de signification définitive. En conséquence, il est possible que les voix de grands électeurs attribuées sur la base des élections des Etats produisent un résultat différent de celui du suffrage populaire national. En fait, il y a eu dix-sept élections présidentielles dans lesquelles le vainqueur n'a pas obtenu la majorité des suffrages populaires. La première d'entre elles fut celle de John Quincy Adams en 1824, et la plus récente est celle de George W. Bush en 2000. Si certains considèrent le système comme une relique surannée, d'autres le préfèrent parce qu'il exige des candidats de disputer l'élection dans de nombreux Etats, et non pas uniquement dans les Etats les plus peuplés.

LES AUTRES OBSTACLES AUX TIERS PARTIS

Avec la tendance du système à produire au fil du temps deux partis nationaux et la domination actuelle des démocrates et républicains sur l'appareil gouvernemental, il n'est pas étonnant qu'ils aient institué d'autres règles électorales qui jouent en leur faveur. Ainsi, vouloir qua-



Le libertaire Scott Wise (au centre), candidat de tiers parti à la Chambre des représentants pour l'Indiana, participe à un débat avec le républicain Martin Stutzman (à gauche) et le démocrate Tom Hayhurst en octobre 2010.

lifier un nouveau parti pour un scrutin dans un Etat peut se révéler une entreprise difficile et coûteuse, qui exige des pétitions de dizaines de milliers de signatures, ainsi que la capacité de recueillir une proportion suffisante des voix dans les élections ultérieures afin de rester en lice.

Le mode de désignation des candidats, très particulier, constitue un obstacle structurel supplémentaire pour les tiers partis. La démocratie américaine est la seule au monde

à recourir à des élections primaires pour désigner les candidats des partis aux fonctions de président, de parlementaires et d'élus des Etats. Comme on l'a vu, avec ce mode de désignation, les électeurs de la base choisissent lors de la primaire le candidat de leur parti à l'élection nationale. Dans la plupart des pays, la désignation des candidats est contrôlée par les appareils des partis et leurs dirigeants. Mais, aux Etats-Unis, ce sont généralement les électeurs qui déterminent en fin de compte quels seront les candidats républicain et démocrate.

Bien que cette participation du corps électoral au processus de désignation des candidats contribue à créer des partis possédant une structure interne plus faible que celle de leurs homologues dans la plupart des autres démocraties, il n'en demeure pas moins que le système favorise également la domination des républicains et des démocrates dans la vie électorale. En obtenant l'investiture d'un parti lors d'élections primaires, des candidats contestataires ou réformateurs peuvent œuvrer au sein du parti pour accéder au scrutin national et accroître ainsi leurs chances de victoire à cette élection sans avoir à organiser de tiers parti. Ainsi, la désignation des candidats par le truchement de primaires tend à canaliser la contestation vers les deux grands partis. En outre, partis et candidats s'efforcent

d'adapter leurs stratégies électorales pour récupérer les messages des candidats indépendants et de tiers partis qui ont la faveur de l'électorat.

UN LARGE SOUTIEN

Le Parti républicain et le Parti démocrate recherchent tous deux un large soutien et tentent d'attirer des électeurs de tous horizons économiques et démographiques. A l'exception des électeurs juifs et afro-américains – dont la grande majorité vote habituellement pour le candidat démocrate à la présidence – les deux partis comptent un nombre important de partisans dans pratiquement toutes les catégories socioprofessionnelles du pays. Les partis font également preuve de souplesse quant à leurs positions politiques et n'observent généralement pas une stricte adhésion à une idéologie ou à un programme. Ils ont toujours cherché avant tout à remporter les élections et à occuper les fonctions électives du gouvernement.

Etant donné la diversité socioprofessionnelle de leur électorat et la nécessité d'opérer au sein d'une société fondamentalement centriste, les partis américains adoptent des positions essentiellement modérées. Cette absence de dogmatisme permet aux républicains comme aux démocrates de tolérer une grande diversité dans leurs rangs ; cela les

aide aussi, le cas échéant, à absorber les tiers partis et les mouvements protestataires. En général, les républicains sont considérés comme le parti conservateur, défendant plus les droits de propriété et l'accumulation privée de richesses, et les démocrates comme plus à gauche, partisans de politiques économiques et sociales progressistes.

En 2008, Sarah Rogers appose un badge de campagne «Babies for Obama» sur la poitrine de son fils, Soren Hillman, lors d'un déplacement de Barack Obama à Coralville (Iowa).



DES PARTIS AUX STRUCTURES DÉCENTRALISÉES

Outre leur souplesse idéologique, les deux grands partis américains se caractérisent par une structure décentralisée. Une fois au pouvoir, un président ne peut partir du principe que les parlementaires de son parti soutiendront fidèlement les initiatives qu'il a appuyées ; de même, au Congrès, les chefs de file des deux partis ne peuvent attendre des membres de leur camp qu'ils votent toujours selon la ligne de leur formation. Les *congressional caucuses* (groupes composés de parlementaires en exercice) démocrates et républicains sont autonomes et peuvent poursuivre des politiques qui sont en opposition à celles du président, même si le président appartient au même parti. Les collectes de fonds organisées par les partis pour les élections sont également distinctes, car les comités pour la réélection des représentants et sénateurs agissent indépendamment des comités nationaux républicains et démocrates qui se consacrent en général à l'élection présidentielle. En outre, si l'on excepte les modalités de sélection des délégués aux conventions nationales, domaine où elles sont souveraines, les instances nationales des partis interviennent rarement dans les affaires de leurs sections locales.



Les candidats républicains à la présidence avant un débat en septembre 2011, en Californie. De gauche à droite : Newt Gingrich, ancien président de la Chambre des représentants ; Michele Bachmann, représentante du Minnesota ; Mitt Romney, ancien gouverneur du Massachusetts ; Rick Perry, gouverneur du Texas et Ron Paul, représentant du Texas.

Cette fragmentation structurelle traduit les conséquences de la séparation des pouvoirs, législatif, exécutif et judiciaire, voulue par la Constitution tant au niveau fédéral qu'au niveau des Etats. Ce système n'incite guère à l'unité entre les parlementaires et le chef de l'exécutif appartenant à leur parti. L'hypothèse se vérifie à tous les niveaux, qu'il s'agisse des relations entre les membres du Congrès et un président de leur propre formation, ou de celles entre les membres des instances législatives d'un Etat et le gouverneur de cet Etat.

La stratification des pouvoirs publics (Etat fédéral,



Lors de l'élection générale de novembre 2010, vote électronique dans un bureau d'Atlanta établi dans un lycée.

Etats, collectivités locales) encourage encore la décentralisation des partis en créant des milliers de circonscriptions, chacune avec ses propres fonctions électives. Comme on l'a déjà indiqué, le recours aux élections primaires pour la désignation des candidats affaiblit aussi l'appareil du parti en lui retirant le contrôle du processus de sélection des candidats. Aussi les candidats sont-ils encouragés à constituer chacun leur propre comité de campagne et leur assise électorale afin de s'assurer la victoire aux primaires puis à l'élection nationale.

LA MÉFIANCE DU PUBLIC

Malgré l'abondance des preuves attestant de l'importance attribuée aux partis dans le système politique américain, la forte méfiance à l'égard des formations politiques est profondément ancrée dans l'esprit des citoyens. L'adoption et le développement du système des primaires pour la désignation des candidats lors d'élections fédérales ou locales témoignent d'un sentiment populiste, voire hostile aux partis, dans l'opinion publique. Les Américains doutent aujourd'hui qu'il soit bon que les dirigeants des partis exercent une forte influence sur le gouvernement. Comme le révèlent régulièrement les sondages, une proportion élevée de la population estime que les partis contribuent plus à embrouiller qu'à éclairer le débat public – et qu'il vaudrait mieux qu'aucune étiquette politique ne figure sur les bulletins de vote.

Ainsi, les partis doivent faire face à un nombre considérable d'électeurs qui s'identifient de moins en moins à une formation politique. Un indicateur de cette tendance est la forte incidence du panachage électoral (*ticket-splitting*). Par exemple, un électeur peut voter pour le candidat à la présidence investi par son parti et pour le candidat de l'autre parti aux élections législatives. A une

époque marquée par le partage des pouvoirs, les présidents doivent donc souvent s'efforcer de gouverner sans majorité dans l'une ou les deux chambres du Congrès. Cela signifie que les partis se partagent couramment les pouvoirs exécutif et législatif, tant dans les instances fédérales qu'à l'échelon des cinquante Etats. Selon certains observateurs, les électeurs préféreraient même cet arrangement, car il permet souvent d'étouffer d'importantes initiatives gouvernementales qui pourraient les importuner.

LES CANDIDATS INDÉPENDANTS OU DE TIERS PARTIS

Malgré les obstacles cités précédemment, les candidats indépendants ou de tiers partis font périodiquement leur apparition sur la scène politique américaine. Ils orientent souvent le débat public sur des problèmes de société que les grands partis n'ont pas su aborder. Mais la plupart d'entre eux ne vivent que le temps d'une élection, puis disparaissent, déclinent ou sont absorbés par l'un des deux grands partis. Depuis les années 1850, une seule formation nouvelle, le Parti républicain, a acquis le statut de grand parti. A l'époque, la question impérieuse de l'esclavage divisait le pays et c'est elle qui fut l'élément moteur pour le recrutement des candidats et la mobilisation des électeurs.



Le candidat indépendant Ross Perot a brigué la présidence en 1992 et 1996.

Il est clair que les tiers partis peuvent exercer une influence notable sur l'issue des élections. Ainsi, en 1912, la candidature de Theodore Roosevelt en tant que candidat d'un tiers parti divisa l'électorat républicain et permit au démocrate Woodrow Wilson d'être élu président sans avoir obtenu la majorité du vote populaire. En 1992, la candidature indépendante de Ross Perot attira des électeurs dont la plupart avaient voté républicain dans les années 1980, ce qui contribua à la défaite du président républicain

sortant, George H. W. Bush. En 2000, dans le duel extrêmement serré entre le républicain George W. Bush et le démocrate Al Gore, peut-être Gore aurait-il remporté les voix des grands électeurs de Floride, et donc la présidence, si le candidat des Verts, Ralph Nader, n'avait pas figuré sur le bulletin de vote dans cet Etat.

Depuis le début des années 1990, les sondages d'opinion reflètent un important mouvement en faveur du concept d'un tiers parti. D'après un sondage Gallup réalisé à l'approche de l'élection de 2000, 67 % des Américains étaient favorables à un tiers parti solide qui présenterait

Un électeur remplit son bulletin de vote lors d'une primaire en avril 2008 en Pennsylvanie.





File d'attente au petit matin lors de l'élection générale du 2 novembre 2010 à Apache Junction (Arizona).

des candidats à la présidence, au Congrès et aux fonctions électives des Etats. Ce sont des sentiments de cette nature, ajoutés aux sommes considérables consacrées à sa campagne, qui ont permis au milliardaire texan Ross Perot d'obtenir 19 % du vote populaire lors de l'élection présidentielle de 1992, soit le score le plus élevé pour un candidat n'appartenant pas à l'un des grands partis depuis les 27 % remportés en 1912 par Theodore Roosevelt (Parti progressiste).



Le sénateur de l'Arizona, John McCain, accepte l'investiture du Parti républicain lors de la convention nationale de septembre 2008 à Saint Paul (Minnesota).

LE CHOIX D'UN CANDIDAT À LA PRÉSIDENTE

Les règles internes aux partis pour désigner les candidats à la présidence ne sont pas énoncées dans la Constitution. A l'époque où celle-ci fut rédigée et ratifiée, à la fin du XVIII^e siècle, les partis politiques n'existaient pas, et les fondateurs de la république n'avaient aucun intérêt à prescrire des procédures pour de telles entités.

Dès 1796, les membres du Congrès qui s'identifiaient à l'un des partis politiques de l'époque se réunirent pour désigner les candidats de leur parti à la présidence et à la vice-présidence. Connu sous le nom de *King Caucus* (caucus royal), ce système de sélection subsista pendant près de trente ans. Il se désintégra en 1824, victime de la décentralisation du pouvoir en politique, elle-même liée à l'expansion vers l'ouest des Etats-Unis.

Finalement, les conventions nationales remplacèrent le *King Caucus*. En 1831, une formation mineure, le Parti antimaçonnique, se réunit dans un bar de Baltimore pour

choisir ses candidats et définir son programme électoral. L'année suivante, les démocrates se réunirent dans le même bar pour désigner leurs candidats. Depuis lors, les grands partis et la plupart des petites formations tiennent des conventions nationales, auxquelles assistent les délégués des différents Etats, pour désigner leurs candidats à la présidence et à la vice-présidence et se mettre d'accord sur un programme politique.

L'AVÈNEMENT DE LA TÉLÉVISION

Tout au long du XIX^e siècle et jusqu'au XX^e siècle, les conventions, même si elles rassemblaient un grand nombre de fidèles, furent dominées par les dirigeants des partis à l'échelon de chaque Etat. Ces derniers usaient de leur influence pour choisir les délégués de leur Etat et s'assurer qu'ils votent « correctement » à la convention nationale du parti. Les opposants aux dirigeants des partis exigèrent des réformes pour permettre aux simples électeurs de sélectionner les délégués aux conventions. Les élections primaires furent créées à cet effet. En 1916, plus de la moitié des Etats de l'Union organisaient des primaires.

Pourtant, ce mouvement fut de courte durée. Au lendemain de la Première Guerre mondiale, les dirigeants des partis, convaincus que les primaires mettaient en péril



Le sénateur Barack Obama accepte l'investiture du Parti démocrate lors de la convention nationale du parti à Denver (Colorado) en août 2008.

leur propre influence, persuadèrent les assemblées législatives des Etats de les supprimer au motif qu'elles étaient coûteuses et qu'un nombre relativement limité de citoyens y participaient. En 1936, seuls une dizaine d'Etats organisaient encore des primaires.

Mais l'exigence de démocratisation resurgit au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Pour la première fois, grâce à la télévision, les gens pouvaient désormais suivre en direct le déroulement de la campagne dans leur salon. Les candidats convaincants pouvaient utiliser la télévision

pour exercer leur charisme. Les décennies suivantes virent l'adoption de réformes en vue d'élargir la participation aux conventions des partis.

En conséquence, la plupart des Etats organisent aujourd'hui des élections primaires. Selon les lois de chaque Etat, les électeurs peuvent voter soit pour le candidat d'un parti et une liste de délégués qui se sont « engagés » à soutenir ledit candidat, soit pour le candidat à la présidence, les délégués étant choisis ultérieurement pour refléter le vote, soit encore voter indirectement pour un candidat lors d'un caucus en choisissant des délégués à la convention qui se sont « engagés » à soutenir l'un ou

La présidente de circonscription Judy Wittkop explique les règles du vote lors du caucus de janvier 2008, à Le Mars (Iowa).



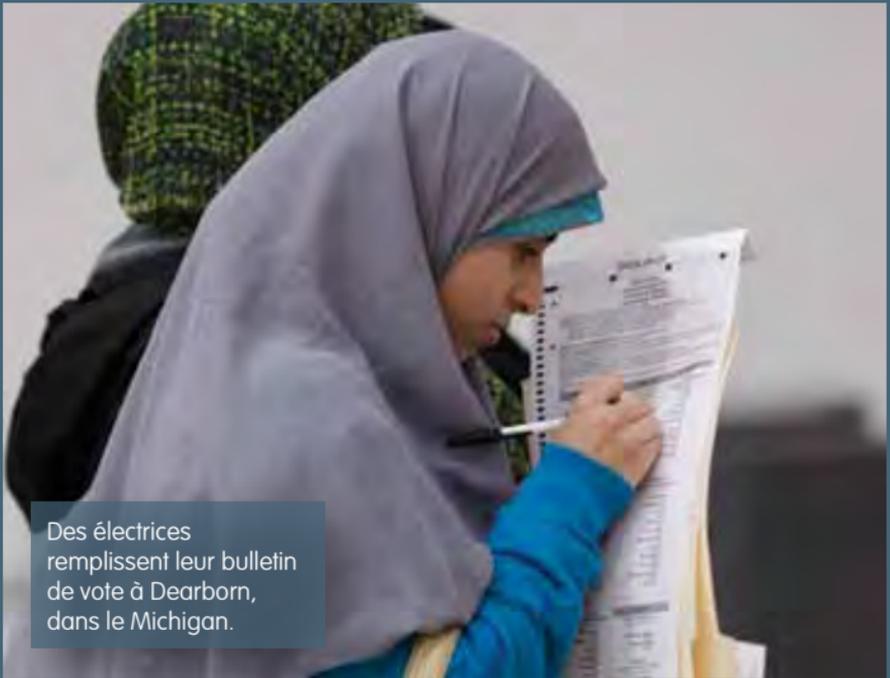
2 novembre 2010,
l'Amérique vote.



Miguel Fuentes aide sa
femme, Cristina, à voter
à Los Angeles, en Californie.

Des électeurs accomplissent
leur devoir électoral au lycée
Henry Grady à Atlanta,
en Georgie.





Des électriciennes remplissent leur bulletin de vote à Dearborn, dans le Michigan.



Robbie Walker garde un œil sur ses jumeaux, Bryce and Brayden Hughes, tout en votant dans une école secondaire de Chesterfield, en Virginie.



Arborant les couleurs de son pays, Vicki Vargus vote à Sacramento, en Californie.



Dans un bureau de vote de Kiryas Joel, à New York, des électeurs examinent un bulletin de vote.



Greg McFarland quitte son bureau de vote de Tempe, dans l'Arizona, après avoir voté.



Yun Wang vote au tribunal de Central City, dans le Colorado.

l'autre des candidats. Selon le système du caucus, les membres du parti d'une zone géographique relativement étroite – telle qu'un bureau de vote local – se réunissent pour élire des délégués qui s'engagent à soutenir des candidats précis. Ces délégués, à leur tour, représentent leur circonscription à la convention du comté, laquelle choisit des délégués pour assister à la convention de l'Etat, où sont désignés les délégués qui représenteront ce dernier à la convention nationale du parti. Si ce processus s'échelonne sur plusieurs mois, c'est la première étape qui est la plus déterminante pour le choix des candidats.

L'importance de la délégation d'un Etat à la convention nationale se calcule selon une formule établie par le parti en fonction de données telles que la population de l'Etat, le soutien qu'il a apporté dans le passé aux candidats nationaux du parti, ou le nombre de fonctionnaires élus et de dirigeants du parti occupant des charges officielles au nom de cet Etat. La formule des démocrates aboutit à la tenue de conventions nationales réunissant près de deux fois plus de délégués que celles des républicains.

Des orientations en matière de réforme adoptées depuis la Seconde Guerre mondiale se dégagent deux grandes tendances. Tout d'abord, un plus grand nombre d'Etats ont avancé la date des primaires et des caucus au tout début

du calendrier électoral, tendance appelée *front-loading*. En faisant partie des premiers Etats à tenir un caucus ou une primaire, les électeurs peuvent espérer exercer une influence plus grande sur la sélection finale du candidat à l'investiture. En outre, cela peut inciter les candidats à prendre position d'emblée sur les besoins et intérêts de

Rick Erwin effectue le décompte des voix d'une primaire dans la toute petite ville de Dixville Notch (New Hampshire), en janvier 2008.



l'Etat, les obliger à s'organiser au sein de cet Etat, en consacrant de l'argent au personnel de campagne, aux médias et aux hôtels afin de tenter d'obtenir une victoire psychologique décisive dès le démarrage du processus de désignation.

Qui plus est, dans certaines parties du pays, des Etats s'associent pour organiser « des primaires régionales » en tenant primaires et caucus à la même date afin de donner plus de poids à leur région.

Ces deux tendances obligent les candidats à avancer le lancement de leur campagne dans le but de s'imposer dans les Etats toujours plus nombreux où la bataille s'engage plus tôt. Leur dépendance vis-à-vis des médias – radio, télévision et Internet – s'est également accrue tout comme leur besoin de bénéficier du soutien des dirigeants locaux du parti afin d'atteindre les électeurs des divers Etats susceptibles de tenir leurs primaires le même jour.

DÉCLIN DE LA CONVENTION POLITIQUE

L'une des conséquences des changements intervenus dans le processus de désignation des candidats à la présidence est le recul croissant de cette grand-messe télévisée qu'est la convention nationale. Aujourd'hui, le choix par les électeurs du candidat à la présidence s'effectue en effet assez

tôt dans le processus des primaires. Ce candidat investi, à son tour, peut même faire connaître le nom du candidat qu'il a désigné comme colistier avant la réunion de la convention. (Les candidats à la vice-présidence ne mènent pas de campagne indépendante dans le cadre des primaires mais sont sélectionnés par le candidat du parti qui finit par l'emporter.)

Ainsi, le processus de sélection du candidat à la présidence ne cesse d'évoluer. Au cours des dernières décen-

Délégués à la convention nationale républicaine de 1868 à Chicago.





Le candidat démocrate à la présidence, Barack Obama, termine son discours d'acceptation de l'investiture de son parti lors de la convention de 2008.

nies, cette évolution a permis d'accroître la participation, d'améliorer la représentation démographique et de renforcer les liens entre les sympathisants et les candidats. En l'état actuel, ce système avantage les candidats qui bénéficient de la plus grande notoriété, peuvent collecter le

plus de fonds, possèdent les dispositifs de campagne les plus efficaces et suscitent le plus d'enthousiasme chez les électeurs dès le début des primaires.

LA SPHÈRE INTERNET

Les candidats et leurs partisans n'ont pas tardé à faire de l'Internet un outil de campagne. Il constitue un moyen efficace de solliciter des fonds auprès de potentiels partisans et de promouvoir son programme et son expérience.

E-mails et blogs ont joué un rôle déterminant dans l'élection présidentielle de 2008. Les réseaux sociaux comme Facebook et Twitter tiennent une place encore plus importante dans la campagne de 2012. Les états-majors se mobilisent autour du potentiel croissant de ces réseaux ainsi que des appareils mobiles, smartphones et tablettes.

La mise en ligne de clips sur des sites tels que YouTube est une source d'ouvertures mais aussi de dangers pour la gestion des campagnes politiques. Les candidats tirent profit de la technologie pour produire des vidéos les mettant en scène, parfois non sans humour. Mais il arrive aussi qu'ils soient filmés à leur insu en train de dire ou de faire quelque chose qui n'était pas destiné au grand public – et cette gaffe se retrouve alors diffusée en boucle sur l'Internet et à la télévision.

[Home](#) | [Register](#) [HELP](#) [DONATE](#)

[HOMELAND SECURITY](#) [POLITICS](#) [BUSINESS](#) [TECH](#) [HEALTH](#) [LIFE](#) [SPORTS](#) [OPINION](#) [ARTS](#) [PHOTOS](#) [VIDEOS](#)

WE HAVE A SOCIAL RESPONSIBILITY
 NOT TO STORE MORE THAN WE TAKE IN.

Sloux City Journal:

MITT ROMNEY STANDS OUT

[READ THE ARTICLE](#)

SPOTLIGHT



OBAMA'S SECOND TERM

[READ THE ARTICLE](#)

Did you know about

AMERICA'S

ON THE LINE

[READ THE ARTICLE](#)

GET

MOBILE UPDATES

Get the latest news on your phone.

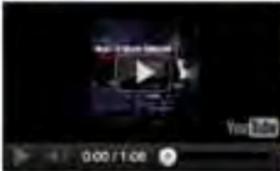
[GET THE APP](#)



ROMNEY'S CHALLENGE

[READ THE ARTICLE](#)

Videos



A NEW CAPTAIN

December 12, 2011

Nearly 25 million Americans are angling for whom to elect President Obama, for someone to lead a nation in a year for the first time. National debt has topped \$15 trillion. It is going to take more than one president, it's going to take a NEW president.

[CONTINUE](#)

BLOG



WASHINGTON EXAMINER: ROMNEY IS GOP'S BEST CHOICE

Steve Jaskol/December 11, 2011

The only Republican who can beat Obama

[CONTINUE](#)

NEWS ARTICLES

ROMNEY IS GOP'S BEST CHOICE

Wall Street Journal/December 11, 2011

In a tight contest, we believe Romney will make a compelling case that he would be a strong and successful president.

[CONTINUE](#)

Les candidats tentent de s'attirer des électeurs par le biais de l'Internet et des réseaux sociaux.



Terri Sewell, à droite, célèbre son élection en novembre 2010 à un siège de l'Alabama à la Chambre des représentants.

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

L'élection des membres du Congrès des Etats-Unis peut être aussi disputée et importante que l'élection présidentielle. Ce phénomène tient au rôle central que joue le Congrès dans l'élaboration des lois.

A la différence du régime parlementaire, où le chef de l'exécutif est issu du Parlement, le système américain établit une distinction entre le corps législatif et la fonction présidentielle. Le président et les parlementaires sont élus séparément. Un président en exercice peut soumettre des lois au Congrès, mais elles doivent être rédigées par ses alliés siégeant au sein de cette institution et adoptées avant d'être transmises au président pour signature. La Chambre et le Sénat sont légalement et politiquement indépendants de la volonté du président.

Au Congrès des Etats-Unis, la discipline de parti obéit à des règles moins strictes que dans les régimes parlementaires. Il est relativement simple pour un élu de voter en fonction de convictions personnelles, y compris dans l'intérêt de sa réélection. Il en résulte que les chefs de

file au Congrès doivent constituer des coalitions au coup par coup pour l'emporter plutôt que de compter sur le soutien automatique de partis fortement disciplinés. Chaque victoire législative au Congrès se conquiert de haute lutte.

Les élections législatives revêtent une grande importance pour la nation, car le Congrès est une institution puissante et difficilement prévisible, constat qui vaut pour les membres du Congrès pris individuellement.

Le Capitole abrite les deux chambres du Congrès des Etats-Unis : la Chambre des représentants et le Sénat.



LES DIFFÉRENCES ENTRE LA CHAMBRE ET LE SÉNAT

La Chambre et le Sénat disposent de pouvoirs quasiment identiques, mais leurs modes d'élection diffèrent totalement. L'intention des fondateurs de la république américaine était d'assurer la proximité des membres de la Chambre des représentants avec la population, afin d'en refléter les souhaits et les ambitions. Par conséquent, les fondateurs ont conçu une Chambre relativement élargie, de façon à y accueillir un grand nombre de représentants de petites circonscriptions électorales, et ont prévu des scrutins fréquents (tous les deux ans). A l'origine, un mandat de deux ans paraissait trop long à certains. A l'époque des transports à cheval, un mandat d'une telle durée à Washington pouvait tenir un membre du Congrès à l'écart de ses électeurs pendant toute la législature. Aujourd'hui, un scrutin bisannuel oblige les représentants à se rendre dans leur circonscription tous les week-ends pour conforter leur soutien politique.

Chaque siège à la Chambre représente une seule circonscription et, comme on l'a indiqué, chaque membre est élu au scrutin uninominal à un tour selon la règle de la majorité relative. Chacun des cinquante Etats est assuré de détenir au moins un siège à la Chambre, auquel d'autres viennent s'ajouter au prorata de la population. L'Alaska,

par exemple, dont la population est très faible, ne dispose que d'un siège. La Californie, l'Etat le plus peuplé, en détient 53. Après chaque recensement décennal, le nombre des sièges attribués à chaque Etat est recalculé pour prendre en compte l'évolution démographique au cours des dix années écoulées; les assemblées des Etats redessinent alors les contours des circonscriptions parlementaires à l'intérieur de chaque Etat afin de refléter les changements en nombre de sièges attribués à cet Etat ou les mouvements de population au sein de l'Etat.

Le Sénat a été conçu pour que ses membres représentent de vastes circonscriptions – un Etat dans sa totalité – et pour assurer l'égale représentation de chaque Etat au sein de cette institution, quelle que soit sa population. Ainsi, les petits Etats ont le même poids que les grands (deux sénateurs) au sein du Sénat.

A l'origine, les sénateurs étaient désignés par les assemblées législatives des Etats. Il fallut attendre l'adoption en 1913 du Dix-Septième Amendement à la Constitution pour que les sénateurs soient directement élus par les citoyens de l'Etat. Chaque Etat dispose de deux sénateurs élus pour un mandat de six ans, et le Sénat est renouvelable par tiers tous les deux ans. Un sénateur est élu à la majorité relative par les électeurs de l'Etat.



Les candidats rivaux à un siège du Colorado à la Chambre des représentants, Cory Gardener (à gauche) et Betsy Markey, s'affrontent lors d'un débat en octobre 2010.

LA FIDÉLITÉ À UN PARTI OU À UNE PERSONNE

Dans le passé, les élections législatives étaient « axées sur les partis », car de nombreux électeurs étaient traditionnellement attachés à l'un ou l'autre des deux partis politiques et votaient généralement en conséquence. La personnalité ou l'action individuelle n'avaient guère d'influence sur le soutien ou la désaffection de l'électorat. Au cours des dernières décennies, la personnalité et les opinions

des candidats se sont imposées dans le débat électoral, ce qui a eu pour effet d'atténuer quelque peu l'importance de la fidélité à un parti.

Certes, depuis les années 1960, les élections nationales accordent un intérêt accru au candidat. L'essor des médias et de l'Internet, l'importance d'une collecte de fonds offensive, l'omniprésence des sondages d'opinion et d'autres aspects des méthodes modernes de campagne font que l'électeur est plus attentif à la personnalité du candidat. Il en résulte que, en plus de la fidélité à un parti, les électeurs prennent plus souvent en compte les forces et les faiblesses des candidats au moment de leur choix. La généralisation au début du xx^e siècle de l'enseignement public et après la Seconde Guerre mondiale de l'enseignement supérieur a eu pour effet d'accroître la confiance des électeurs dans leur capacité de jugement et de leur permettre de se démarquer des consignes des partis.

Dans ce nouveau contexte, les élus sortants obtiennent d'excellents résultats et connaissent des taux de réélection largement supérieurs à 90 %. Ils sont dus en partie à une médiatisation timide des activités du Congrès, et notamment à l'attention accordée à chacun des élus par la presse locale. Grâce à cette exposition souvent favorable dans les médias et au contact quotidien avec les dossiers de



Depuis plus d'un siècle, les badges de campagne font partie intégrante des élections aux Etats-Unis.

politique publique, les candidats sortants parviennent aussi généralement à collecter beaucoup plus de fonds pour financer leur campagne. Pour ces raisons et d'autres encore, les membres du Congrès qui briguent un nouveau mandat ont toutes les chances d'être réélus, quel que soit le parti auquel ils appartiennent.



Les résultats des élections s'affichent sur la patinoire du Rockefeller Center à New York: en rouge les Etats remportés par le Parti républicain, en bleu ceux gagnés par le Parti démocrate.

SONDAGES ET EXPERTS

Depuis quelques décennies, les sondages d'opinion occupent une place essentielle dans le processus électoral, alors qu'ils ne font aucunement partie des règles et des lois qui régissent la politique électorale. De nombreux candidats recourent aux services des instituts de sondage et interrogent l'opinion de façon régulière. Ces consultations informent les candidats sur leurs chances par rapport à leurs adversaires et sur les questions qui intéressent le plus les électeurs. La presse – journaux, télévision – procède aussi à des enquêtes et en rend compte (à côté des résultats des sondages d'instituts privés) pour que les citoyens puissent se faire une idée de la place respective des différents courants d'opinion en matière de candidats, de dossiers et d'orientations politiques.

Il y a cinquante ans, il n'existait qu'un ou deux grands instituts de sondage. Aujourd'hui, à l'ère de l'instantanéité, de l'Internet et des chaînes d'information en continu, de nombreuses sources diffusent régulièrement les résultats des sondages.

LES SONDAGES DANS L'HISTOIRE

La consultation permanente de l'opinion publique par des instituts privés compétents est désormais un outil courant pour les candidats, mais aussi pour les membres du gouvernement au plus haut niveau, tels que le président, qui veulent savoir de quel côté souffle le vent politique. Toutefois, les sondages indépendants commandés par la presse sont traditionnellement plus la règle dans l'histoire des Etats-Unis.

Si le premier sondage politique, réalisé à l'initiative d'un journal local de Harrisburg en Pennsylvanie, date de 1824, il a fallu attendre les années 1930 pour que les

Deux experts, le républicain Karl Rove (à gauche) et le démocrate James Carville, lors d'une émission politique en mai 2009 à New York.



enquêtes d'opinion indépendantes constituent un élément de base de la couverture médiatique des campagnes électorales. Dans les années 1970, les journaux des trois grandes chaînes de télévision américaines de l'époque (ABC, CBS et NBC) proposaient leurs propres consultations lors des élections présidentielles. La pratique s'étendit par la suite aux scrutins importants tels que les élections au poste de gouverneur ou à un mandat au Congrès des Etats-Unis.

Les sondages modernes – comme ceux réalisés fréquemment à la demande conjointe d'une chaîne de télévision et d'un journal (par exemple, CBS/*New York Times*, ABC/*Washington Post*, NBC/*Wall Street Journal*) – suivent de près l'opinion des citoyens sur les candidats et les dossiers d'intérêt public, au quotidien ou à la semaine. Ils sont conçus pour faire preuve de neutralité et d'indépendance. Depuis des décennies, les sondages politiques indépendants proposent une vision objective des campagnes électorales, une évaluation des points forts et des points faibles des candidats et un examen des catégories de population qui soutiennent les uns et les autres. Ils donnent aux journalistes la possibilité d'analyser avec honnêteté l'évolution d'une campagne et permettent aux électeurs de se forger une meilleure idée du paysage politique.

ÉTENDUE ET STRUCTURE DE L'ÉCHANTILLON

Il arrive que des sondages soient effectués en l'espace d'une soirée, après un événement majeur comme le discours annuel du président sur l'état de l'Union ou un débat entre les candidats à une fonction politique. Réalisées rapidement pour être publiées dès le lendemain, ces enquêtes portent souvent sur un panel limité à 500 adultes.

Si ces sondages ultrarapides peuvent donner un aperçu des réactions du public, les spécialistes estiment qu'un échantillon de 500 personnes est insuffisant pour rendre réellement compte de l'opinion d'une nation de plus de 300 millions d'habitants. Nombreux sont les professionnels qui préfèrent interroger au moins 1 000 adultes pour proposer un panel représentatif de l'ensemble de la population. Même les enquêtes les plus sérieuses sont sujettes à interprétation, et il existe de nombreux exemples de candidats qui sortent de l'anonymat contrairement aux tendances mises en lumière par les premiers sondages.

En plus d'indiquer les candidats qui sont en tête de la course, les premières consultations fournissent une mine d'informations. Elles révèlent notamment les dossiers clés et reflètent l'humeur générale de l'opinion. Comme le déclare un sondeur : « Les enquêtes se bornent à donner une assise scientifique à ce que les candidats constatent

et à ce que les masses ressentent – contentement, ressentiment, colère, déception, confiance ou même désespoir. » Ainsi, les résultats des sondages, publics ou privés, permettent aux candidats de déterminer quel type de message est le mieux adapté, tout en ciblant les thèmes clés aux yeux du public.

LES SONDAGES À LA SORTIE DES URNES

Les sondages effectués à la sortie des bureaux de vote font partie du paysage électoral américain depuis les années 1970. Ce sont également les plus controversés, car ils donnent aux médias les moyens de prédire les résultats à partir des réponses des électeurs qui viennent de voter. Leur réputation a été particulièrement mise à mal lors de l'élection présidentielle de 2000, quand les chaînes de télévision se sont fondées sur eux pour donner non pas une mais deux projections erronées sur le candidat promu vainqueur par les électeurs de Floride. La nécessité de souffler la première place à la concurrence l'a emporté sur la nécessité de fournir une prévision juste.

Il n'en reste pas moins que les sondages réalisés à la sortie des urnes, lorsqu'ils sont correctement utilisés, constituent un outil essentiel pour les enquêteurs, la presse et les chercheurs universitaires.



Rick Perry, gouverneur du Texas et candidat à l'investiture du Parti républicain pour l'élection présidentielle de 2012, participe à une collecte de fonds organisée en septembre 2011 à Jefferson (Iowa).

LE FINANCEMENT DES CAMPAGNES

La législation fédérale précise les modalités de collecte de fonds pour les candidats aux fonctions fédérales de président, sénateur et représentant – et certains de leurs alliés politiques – ainsi que les sources et les montants autorisés. Les lois sur le financement des campagnes fédérales sont distinctes des lois des Etats qui régissent les élections au niveau des Etats et des collectivités locales.

Dans le système américain, les candidats à la présidence lèvent des centaines de millions de dollars pour financer une campagne destinée à une nation forte de plus de cent millions d'électeurs. Bien que, dans nombre de cas, les fonds proviennent de sources privées, les procédures de collecte et de dépense sont strictement réglementées.

Un candidat à la présidence doit créer une structure de campagne, appelée *political committee*. Ce comité politique doit se doter d'un trésorier et s'inscrire auprès de la Federal Election Commission (FEC), laquelle se borne à superviser et à appliquer les lois de financement des campagnes sans gérer le déroulement des élections.

Des comités politiques de types divers sont inscrits auprès de la FEC. Les partis politiques doivent y enregistrer leurs propres comités. En outre, tout groupe de citoyens peut former un comité politique.

Une fois cette formalité accomplie, les comités politiques peuvent commencer à collecter des fonds. Les montants récoltés ainsi que les dépenses doivent être communiqués à la FEC tous les mois ou tous les trimestres. Ces informations peuvent être télétransmises et sont disponibles sur le site de la FEC [www.fec.gov]. De nombreuses associations privées possèdent des sites Internet qui suivent les comptes de campagne des candidats, des partis politiques et des comités d'action politique. L'objectif de ce dispositif est de permettre à la presse et aux électeurs de savoir quels groupes effectuent des dons, pour quels candidats et quelles causes. La loi fixe des limites au montant qu'un citoyen ou un comité peut donner au candidat de son choix. Un candidat à la présidence qui a besoin de collecter des centaines de millions de dollars pour financer sa campagne doit par conséquent s'efforcer de mobiliser des milliers de donateurs.

En 2010, un arrêt controversé de la Cour suprême a radicalement modifié la loi de financement des campagnes. Avant cette décision, il était interdit aux entreprises et



Le président Obama lors d'une manifestation organisée pour collecter des fonds en novembre 2011 à Hawaï.

aux syndicats de consacrer des fonds au soutien ou à l'opposition directs à un candidat présidentiel ou législatif. Des groupes de citoyens pouvaient créer des fonds séparés dans le cadre de ce qu'on appelle les comités d'action politique (PAC) afin de contribuer financièrement à des partis ou à la campagne d'un candidat sans avoir recours aux fonds d'une société ou d'un syndicat. Depuis la décision de la Cour suprême, les entreprises et les syndicats peuvent dépenser directement des sommes illimitées pour faire gagner ou perdre des candidats, tant qu'ils



Allocution de l'ancien président de la Chambre des représentants, Newt Gingrich, lors d'une collecte de fonds organisée par des membres républicains du Congrès en juin 2009 à Washington.

n'agissent pas en coordination avec le dispositif de campagne des candidats.

Pour faire campagne, un candidat doit engager du personnel, trouver des locaux et prévoir ses déplacements, effectuer des recherches documentaires, publier des communiqués, assurer sa médiatisation dans la presse et sur l'Internet, assister à de nombreuses manifestations publiques et à des collectes de fonds. Un candidat à la Chambre

des représentants concentrera ces activités dans sa circonscription, alors qu'un candidat au Sénat le fera à l'échelle de l'Etat. Un candidat à la présidence doit s'atteler à la tâche redoutable d'organiser une campagne de primaires puis, une fois investi par le parti, une campagne nationale.

LE FINANCEMENT PUBLIC

Depuis 1976, les candidats à la présidence ont accès à un système de financement public. Jusqu'à l'élection de 2000, tous les candidats investis pour la course à la présidence s'inscrivaient dans ce cadre en acceptant des fonds publics en échange de l'engagement de limiter leurs dépenses à un plafond préalablement fixé. Néanmoins, ce système est estimé de moins en moins intéressant du fait du plafond jugé trop bas – inférieur au montant que tout grand candidat peut facilement collecter auprès de sources privées. Pour cette raison, nombreux sont les candidats d'envergure qui décident de ne pas recourir au financement public.

Les dépenses augmentent invariablement d'une élection à l'autre. Aux dépenses des candidats s'ajoutent celles des partis politiques, des PAC et autres groupes d'intérêt. Les organisations politiques « 527 », du nom d'une section du code des impôts américain, sont de nouvelles venues en matière de canalisation des dépenses. Elles ont pour but

principal de peser sur la sélection, la désignation, l'élection ou la nomination d'une personne à un mandat public au niveau fédéral, d'un Etat ou d'une collectivité locale. Les organisations politiques « 527 » ne relèvent pas de la réglementation de la commission électorale fédérale ou d'une commission électorale d'un Etat et ne sont donc pas soumises aux mêmes plafonds limitant les fonds collectés par les PAC. Les détracteurs de ce genre de mouvements affirment depuis longtemps que le niveau élevé des dépenses dans les élections américaines, ainsi que la dépendance vis-à-vis des fonds privés, font surgir le spectre de l'influence démesurée de riches donateurs et de puissants groupes d'intérêt sur la politique publique.

Les projets de réforme sont combattus par ceux qui considèrent que les dépenses électorales sont proportionnelles aux coûts actuels des biens et des services au sein de l'économie. Dans ce contexte, ces frais sont le prix qu'une démocratie doit payer pour assurer la concurrence, et les fonds versés ainsi que les dépenses de groupes d'intérêt ne sont que le reflet de la tradition du pluralisme aux Etats-Unis. Il est difficile de prouver l'existence de liens spécifiques entre les dons de groupes d'intérêt et la politique du gouvernement. Les tribunaux s'interrogent aussi sur la question de savoir si de nouvelles restrictions

des dons et des dépenses électorales ne constitueraient pas une limitation excessive de la liberté d'expression des donateurs dans l'arène politique, droit garanti par la Constitution. Compte tenu de l'ampleur des sommes en jeu dans les campagnes électorales modernes, des particuliers immensément riches décident simplement de financer leur propre campagne – et aucune règle ne s'y oppose. Il arrive qu'ils gagnent, mais il arrive aussi qu'ils perdent.

Les bénévoles de la campagne «Obama for America» contactent par téléphone des électeurs potentiels à Philadelphie en mai 2011.





Paula Norris (à gauche) et Erlinda Wiggins, assesseurs d'un bureau de vote, lors de l'élection générale de novembre 2010 à Bernalillo (Nouveau-Mexique).

LES PROCÉDURES ÉLECTORALES AUX ÉTATS-UNIS

Ce sont des milliers de fonctionnaires auxquels incombent l'organisation et la conduite des scrutins. Leur tâche est importante et complexe : fixer la date des élections, vérifier l'éligibilité des candidats, inscrire les électeurs et établir les listes électorales, choisir le système d'enregistrement des votes, concevoir les bulletins de vote, mettre en place un personnel temporaire abondant qui veillera au bon déroulement du scrutin, et enfin assurer le décompte des suffrages et la proclamation des résultats.

Si, en général, l'issue des élections américaines ne donne guère lieu à litige, il arrive que des scrutins se soldent par des victoires très serrées ou par des résultats contestés. Ainsi, lors de la présidentielle de 2000 – avec l'interminable contestation pour déterminer le vainqueur du scrutin présidentiel le plus serré de l'histoire des États-Unis – les Américains se sont trouvés pour la première fois confrontés à nombre de ces problèmes administratifs.

Aux Etats-Unis, le processus électoral comporte deux étapes. Il n'existe pas de liste nationale des électeurs potentiels, de sorte qu'un citoyen doit d'abord se faire inscrire. Il le fera en fonction de son domicile. En cas de déménagement, il devra s'inscrire à nouveau. Les modalités d'inscription visent à éviter la fraude, mais elles varient d'un Etat à l'autre. Dans le passé, des modes d'inscription discriminatoires avaient pour objectif de décourager certains citoyens – notamment les Afro-Américains du Sud – de participer aux élections.

La tendance est à l'assouplissement des modalités d'inscription. Ainsi, une loi nationale votée en 1993 (*National Voter Registration Act*) permet au citoyen de s'inscrire sur les listes électorales en même temps qu'il renouvelle son permis de conduire, formalité qui relève de l'Etat. Mais récemment, de nombreux Etats ont promulgué des textes plus restrictifs qui exigent par exemple la présentation de pièces d'identité émises par le gouvernement, limitent les campagnes d'inscription sur les listes électorales et éliminent toute possibilité d'inscription le jour de l'élection.

L'une des plus importantes missions des services chargés des élections est de s'assurer que tout titulaire du droit de vote est bien inscrit sur les listes, mais qu'aucune

personne non qualifiée n'y figure. Dans le doute, les fonctionnaires locaux choisissent en général de laisser sur les listes même des citoyens qui n'ont pas voté depuis longtemps plutôt que d'éliminer des électeurs potentiellement en règle. Lorsque des électeurs se présentent pour voter sans être inscrits, ils reçoivent un bulletin de vote provisoire. Leur situation fait ensuite l'objet d'un contrôle avant que leur suffrage soit pris en compte.

Robert Brittingham, 3 ans, attend que son père finisse de voter lors de l'élection générale de novembre 2010 à Salisbury (Maryland).



LE DÉROULEMENT DES ÉLECTIONS

Une élection aux Etats-Unis, y compris à un poste fédéral, est un processus administratif qui est mis en œuvre au niveau local. Et, comme nous l'avons noté, la tâche des fonctionnaires – en particulier ceux des municipalités ou des comtés – est redoutable. Ils sont non seulement chargés de l'inscription des électeurs tout au long de l'année et de déterminer qui a le droit de voter lors d'un scrutin donné, mais ils doivent aussi concevoir les bulletins de vote pour chaque scrutin et s'assurer que tous les candidats qualifiés y figurent et que toutes les questions soumises au suffrage des citoyens sont correctement énoncées. Ils doivent enfin s'efforcer de produire des bulletins de vote aussi simples et clairs que possible.

A l'heure actuelle, il n'existe pas de normes nationales concernant la forme des bulletins de vote. En vertu de la loi sur le droit de vote, il peut être nécessaire de fournir des bulletins en plusieurs langues (si, pour un pourcentage donné de la population, l'anglais n'est pas la langue principale). Dans certaines circonscriptions, il faut déterminer de manière aléatoire l'ordre dans lequel les candidats et les partis figurent sur le bulletin. Enfin, les instances locales doivent sélectionner les machines à voter et veiller à ce que les bulletins soient compatibles avec ce matériel.



Un bureau de vote de Los Angeles (Californie) propose des bulletins en plusieurs langues.

Entre les élections, ces mêmes services publics sont responsables de l'entreposage et de l'entretien des machines à voter. L'une de leurs tâches les plus délicates consiste à recruter et à former l'abondant personnel temporaire qui assurera la longue permanence (en général, dix à quinze heures) le jour du scrutin.

LA NATURE DU SCRUTIN

La préparation d'élections satisfaisant aux critères d'équité, de légalité et de professionnalisme requiert un certain effort. L'achat du matériel et des formulaires relevant en



A Seattle, dans l'Etat de Washington, un électeur dépose son bulletin de vote dans une urne devant une bibliothèque municipale lors de l'élection générale de novembre 2010.

général des instances locales, le type et la qualité de l'équipement des bureaux de vote se trouvent souvent liés à la situation socioéconomique et aux ressources fiscales des collectivités. Sachant que les impôts locaux doivent également financer les écoles, la police, les pompiers, les espaces verts et les équipements de loisirs, on comprend pourquoi les investissements en matériel électoral ne sont pas toujours considérés comme prioritaires.

Les modes d'enregistrement des votes sont fort divers et la technologie évolue constamment. Rares sont aujourd'hui les endroits où le vote s'effectue au moyen d'un bulletin sur lequel l'électeur coche le nom d'un candidat; mais beaucoup de systèmes informatiques utilisent encore des bulletins en papier comportant des cases à noircir, dont la lecture et l'enregistrement se font automatiquement à l'aide d'un lecteur optique.

Un certain nombre de circonscriptions possèdent encore des machines «à manettes»: l'électeur actionne une petite manette pour cocher le nom du candidat ou la réponse à une question. Un autre système courant est celui de la «carte perforée»: il s'agit d'un bulletin de vote sur lequel l'électeur effectue une perforation face au nom du candidat de son choix; autre variante, l'électeur insère la carte dans un support où elle vient s'aligner sous le bulletin, ce



Ethel Miller participe à l'élection organisée en mars 2011 pour élire le maire de Kansas City, dans le Missouri.

qui lui permet de perforer les bonnes cases. C'est ce système qui est à l'origine de la controverse sur le décompte des suffrages de Floride lors de la présidentielle de 2000. En raison de ce problème, de nombreuses circonscriptions ont donc décidé d'abandonner ces dispositifs. Le *Help America Vote Act* prévoit, pour les Etats qui en font la demande, de financer le remplacement des machines à manettes et à cartes perforées.

La tendance actuelle s'oriente vers l'adoption d'appareils d'enregistrement électronique direct, dotés d'écrans tactiles semblables à ceux utilisés dans les distributeurs automatiques de billets. Les spécialistes de la sécurité travaillent à l'amélioration des points vulnérables de ces systèmes.

Une innovation importante survenue ces dernières années est l'adoption de procédures permettant de mettre les bulletins de vote à la disposition des électeurs avant le jour du scrutin. Il s'agissait au départ de donner la possibilité de se prononcer aux électeurs qui avaient prévu d'être éloignés de leur domicile le jour des élections. Certains Etats et collectivités locales ont progressivement étendu cette facilité, autorisant certains citoyens à s'inscrire en qualité d'électeurs « éloignés en permanence de leur lieu de vote » et à recevoir leur bulletin par la poste. Dans l'Oregon, les élections se font entièrement par correspondance, mais c'est le seul Etat dans ce cas à l'heure actuelle. Les électeurs qui votent par correspondance expédient en général leur bulletin de vote par la poste.

Une autre nouvelle disposition est le vote « par anticipation » : des machines à voter sont installées dans les centres commerciaux et autres lieux publics jusqu'à trois semaines avant le jour du scrutin. Les citoyens choisissent le moment qui leur convient pour y déposer leur bulletin.

LE DÉPOUILLEMENT DU SCRUTIN

Le décompte des suffrages a lieu le jour du scrutin. Même si les votes par anticipation gagnent en popularité, ils ne sont comptés que lorsque les bureaux de vote ont fermé

leurs portes et que le dépouillement commence, car aucune information officielle sur la position respective des candidats en présence ne doit être communiquée. Une information prématurée sur les résultats des votes par anticipation pourrait modifier l'évolution ultérieure du scrutin.

DES RÉFORMES NÉCESSAIRES

L'une des leçons de l'élection présidentielle de 2000 est que les problèmes liés à la gestion du scrutin, à la forme des bulletins de vote et au décompte des suffrages en Floride auraient pu survenir avec plus ou moins de gravité dans n'importe quelle région des Etats-Unis. Plusieurs études furent effectuées et divers experts témoignèrent de la nécessité de procéder à des réformes.

En 2002, le Congrès vota le *Help America Vote Act* (HAVA) qui comprend plusieurs dispositions importantes. En premier lieu, le gouvernement fédéral proposait une aide financière aux Etats pour le remplacement des vieilles machines à voter à manette ou à carte perforée. En second lieu, une commission était créée, avec pour mission d'apporter une assistance technique aux services électoraux locaux et d'établir des normes pour les différents systèmes d'enregistrement des suffrages. Cette commission d'assistance avait aussi pour tâche de créer des programmes de



Dans une région rurale du Kansas, les frères Larry (à gauche) et Roger Ferguson sortent de l'école où ils ont voté pour l'élection générale de novembre 2010.

recherche concernant entre autres le matériel et les bulletins de vote, les procédures d'enregistrement des suffrages, les méthodes de vote provisoire, les moyens de prévenir la fraude, les modes de recrutement et de formation des assesseurs responsables des bureaux de vote, ainsi que les campagnes de sensibilisation destinées aux électeurs.

Le HAVA marque une rupture notable avec l'attitude passée du gouvernement fédéral, lequel hésitait à se mêler de ce qui était jusque-là considéré comme relevant des autorités locales. Mais cet élan réformateur a contribué à restaurer la confiance des Américains en leur système électoral. Et le coût en est modique si l'on considère que les élections constituent le fondement de la légitimité de toute démocratie.

Illustration de couverture : ©3d brained

Tous visuels ©AP Images à l'exception de :

page 14 © Getty Images

pages 22-23 Vincent Hughes

page 50 avec l'aimable autorisation de la Bibliothèque du Congrès.

Coordinatrice : Dawn McCall

Directeur général : Nicholas Namba

Directeur des publications : Michael Jay Friedman

Directrice de la presse écrite : Mary Chunko

Directeur de la production : Bruce Odessey

Maquette et couverture : Dori Walker

Version française : Africa Regional Services, Paris



BUREAU INTERNATIONAL DE L'INFORMATION
Département d'Etat, Etats-Unis d'Amérique

